

**CONVENTION DE PARTENARIAT
« ARTISTES : Giulia TORELLI & Michel BIDET »**

Pôle attractivité territoriale

Direction de l'action culturelle,
de la lecture publique
et de l'innovation territoriale

Fonds départemental d'art contemporain

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 23 13

@ culture@orne.fr

Conseil départemental de l'Orne

**Communauté d'agglomération Flers Agglo
(Espace culturel du Houlme de Briouze)**

2022-2023

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1°) LE DEPARTEMENT DE L'ORNE

Représenté par **M. Christophe de BALORRE**, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de l'Orne du 4 novembre 2022.

Siège social : Hôtel du Département – 27, boulevard de Strasbourg - CS 30528 – 61017 ALENCON

N° de licences : PLATESV-R-2021-007247 - PLATESV-R-2021-007244

SIRET : 22610001400134

APE : 8411Z

Ci-après dénommé « Le Département »

D'UNE PART,

ET

2°) LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE FLERS AGGLO

Représentée par **M. Yves GOASDOUE**, Président de la Communauté d'agglomération de Flers Agglo

Siège social : 41, rue de la Boule, BP 149 61103 FLERS CEDEX

Ci-après dénommée « Le Partenaire »

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Conseil départemental de l'Orne au travers du Fonds départemental d'art contemporain (FDAC) est engagé depuis plusieurs années dans le soutien au développement culturel de son territoire.

ARTICLE 1^{er} - OBJET

Au titre de la saison 2022-2023, le Conseil départemental de l'Orne au travers du Fonds départemental d'art contemporain (FDAC) et la Communauté d'agglomération de Flers Agglo œuvreront en partenariat pour la réalisation d'une exposition à l'Espace culturel du Houlme de Briouze.

ARTICLE 2 – PROGRAMMATION

Sur accord des deux partenaires, le Conseil départemental de l'Orne au travers du Fonds départemental d'art contemporain (FDAC) présentera une exposition dédiée à **Giulia TORELLI & Michel BIDE** du 4 mars au 22 avril 2023 à l'Espace culturel du Houlme à Briouze.

Le vernissage se tiendra le **samedi 4 mars 2023 à 11h**.

L'exposition sera visible à l'Espace culturel du Houlme à Briouze aux horaires d'ouverture de la structure.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'organisation de cette exposition s'élève à la somme de **1 000 €**.

« **Le Département** » prendra en charge la somme de **500 €** pour l'organisation (selon les obligations des partenaires définies à l'article 4).

« **Le Partenaire** » apportera au titre de son partenariat la somme de **500 €**, sur présentation d'un titre de recette émanant de la Paierie départementale par le biais du Conseil départemental de l'Orne en mai 2023.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

I – « Le Département » :

- prendra en charge le déplacement des œuvres et l'installation de celles-ci sur le lieu d'exposition conformément à la scénographie convenue avec le partenaire,
- précisera les dates de montage et démontage au partenaire,
- procèdera au règlement des salaires des techniciens embauchés pour assurer la partie technique du montage de l'exposition,
- fournira au partenaire la liste des œuvres présentes durant l'exposition ainsi que leur estimation,
- présentera au partenaire des supports de médiation écrits et pourra se charger de la formation d'un médiateur mis à disposition par le partenaire,
- fournira les éléments de communication (affiches, dossier de presse, invitations au vernissage),
- effectuera auprès de son assureur les démarches nécessaires à la couverture des œuvres de l'artiste pour toute la durée de l'exposition.

II – « Le Partenaire » :

- se chargera de l'accueil du vernissage et de l'organisation du cocktail dans ses locaux,
- fournira au Conseil départemental de l'Orne sa liste des invités au vernissage et s'accordera avec lui sur le déroulé de prise de parole,
- pourra proposer des actions de médiation durant l'exposition, et devra en informer le Conseil départemental de l'Orne,

ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉ DES PARTENAIRES

« Le Département » et « Le Partenaire » sont chacun d'eux responsables de leurs propres personnels, matériel, installation et locaux.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

Pour l'ensemble des outils de communication, chacun des partenaires fera mention de l'autre (en toutes lettres et par la présence des logos) sur l'ensemble des outils de promotion utilisés.

« Le Département » organisera et assurera la charge financière de l'ensemble des documents promotionnels sur le département.

« Le Partenaire » veillera à relayer la promotion des événements sur son secteur géographique. Il pourra utiliser différents outils : affiches de l'ensemble de la programmation, lettres, tracts, parutions dans les gazettes communales, e-mailing, etc.

ARTICLE 7 – ANNULATION

Dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence et/ou tout mesure d'interdiction fixée par arrêté et/ou événement exceptionnel, empêchant le déroulement de l'exposition aux jours et horaires prévus à l'article 1, les Partenaires peuvent convenir de reporter l'exposition à une date ultérieure. La date de la nouvelle exposition est choisie d'un commun accord entre les Partenaires.

ARTICLE 8 – RESILIATION

En cas de report impossible ou d'absence d'accord entre les Partenaires dans un délai de 1 à 2 mois à compter de la date de l'exposition initialement prévue, le contrat est résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable.

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni frais, ni indemnité en cas de faute lourde du Partenaire. La convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

Par ailleurs, « le Département » se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour un motif d'intérêt général, après notification par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect d'un préavis de 2 mois. Ce pouvoir de résiliation unilatérale a pour contrepartie l'indemnisation intégrale du préjudice causé au Partenaire.

En cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou de l'une des clauses de l'un quelconque des avenants à ladite convention, « le Département » se réserve également le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment, à la présente convention dès lors que dans les 15 jours suivant la réception de la mise en demeure envoyée par « le Département » par lettre recommandée avec accusé de réception, « le Partenaire » n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

ARTICLE 9 - LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal territorialement compétent mais seulement après l'organisation d'une réunion de conciliation restée vaine.

Fait à

Le

**LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**LE PRESIDENT
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE FLERS AGGLO**

Christophe de BALORRE

Yves GOASDOUE